



Place de la Mairie - 26120 MALISSARD
Direction Générale Tél. 04 75 85 22 00
contact.accueil@malissard.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS du CONSEIL
MUNICIPAL de MALISSARD**
Nombre de conseillers en exercice : 23
Date de Convocation : 23 / 02 / 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 27 février à 19 h, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présent.e.s : I. BLASSENAC, L. BARRAL, L. BLANDIN JOUBERT, C. COUR ; S. DUPRET, J-M VALLA, Y. ESCOFFIER, J-M SOUCIET, F. GAILLARD, L. JOUD, G. JOURDAN, F. BRES-DUFOUR, M. MEITER, N. FERREIRA. F. ESPOSITO.

Absent.e.s ayant donné.e.s procuration : P. ALBOUSSIÈRE à I. BLASSENAC, E. CHALÉAT à Y. ESCOFFIER, L. DUSSERT à J- VALLA, C. FERREIRA VALLA à N. FERREIRA

Absent.e.s excusé.e.s : W. GILHARD, S. MAITRE.

Absent.e.s : L. ROUVEYROL et E. BARSCZUS.

Florence BRES DUFOUR est nommée en tant que secrétaire de séance.

12.2023 PRODUIT DE PLACEMENT DE TRÉSORERIE : OUVERTURE COMPTE À TERME

La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 (article 26-3°) relative aux lois de finances dispose que les collectivités territoriales sont tenues de déposer leurs disponibilités auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêt.

Toutefois les articles L1618-1 et L1618-2 du Code général des collectivités territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par le décret n°2004-628 du 28 juin 2004.

Compte-tenu des disponibilités dont dispose la Commune, le recours à des produits de placements financiers permettrait de générer des produits financiers.

Monsieur le Maire rappelle que la cession des parcelles de terrain « la Trésorerie Est » cadastrées AE-321, AE-322 et AE-323 à Drome Ardèche Immobilier a généré la somme de 1 212 687,42 € de recettes.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'ouvrir un compte à terme auprès de l'Etat. Le compte à terme est un produit de placement à court terme simple et sans risque, à taux fixe. Les caractéristiques de ce produit sont les suivants :

Montant minimum : 1 000€ (pas de maximum)

Montant du placement : obligatoirement un multiple de 1 000€

Durée du placement : 1 à 12 mois

Retrait anticipé : pas de pénalité, toutefois le taux appliqué en cas de retrait anticipé est le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme.

- **Pas de possibilité d'effectuer des retraits partiels.**

Concernant le taux du compte à terme, à chaque maturité correspond un taux de rendement applicable au montant placé (quel que soit le montant, dès 1 000 euros). Les taux sont repris par maturité dans un barème et sont applicables jusqu'à ce qu'un nouveau barème annule et remplace le précédent.

Les taux des comptes à terme sont fixés par l'agence France Trésor au début de chaque mois.

Le taux correspondant à la durée souhaitée du placement est celui du dernier barème en cours de validité à la date d'ouverture du compte à terme. Ce taux est garanti pour la durée du contrat. Au moment de la souscription, la collectivité connaît donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1618-1 et L1618-2 ;

VU la loi organique n°2011-692 du 1^{er} août 2001 ;

CONSIDÉRANT la volonté de générer des produits financiers au regard des disponibilités dont dispose la Commune ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré DÉCIDE à l'UNANIMITÉ :

- **De DÉROGER** à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds dont la provenance est issue des cas prévus par l'article L1618-2 du CGCT,
- **D'APPROUVER** l'ouverture d'un compte à terme selon les modalités suivantes :
Montant : 1 212 000 €
Durée : 12 mois
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à procéder au placement.

Le Maire, Jean-Marc VALLA



Ainsi fait et délibéré, à Malissard, les jours, mois et an susdits,

Affiché le 06 mars 2023

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE -2 place de Verdun-BP 1135- 38022 GRENOBLE Cedex-. En application du décret n° 2018-251 du 06 avril 2018, la saisine de la juridiction pourra également se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr.